



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织



CONFERENCE INTERNATIONALE DES ONG

UNESCO, PARIS

(14-16 Décembre 2005)

Synthèse du Rapport

Savoir Pour Tous « Assurer le Développement Durable »

1. Ouverture de la Conférence

1.1. Intervention de Monsieur Ahmed Sayyad, Sous Directeur Général, Secteur des Relations Extérieures et de la Coopération de l'UNESCO, représentant le Directeur Général de l'UNESCO

Dans son allocution, M. Sayyad, après avoir salué la présence du Président du Conseil Exécutif et du président du Comité des ONG de ce même Conseil Exécutif de l'Unesco, a déclaré:

« Permettez-moi de souhaiter la bienvenue, au nom du Directeur général et au nom de tout le Secrétariat de l'UNESCO, à chacune et chacun d'entre vous, et vous dire combien je suis heureux et fier de pouvoir réaffirmer l'importance que nous attachons tous, au sein de l'UNESCO, à l'interaction avec les Organisations Non Gouvernementales qui, travaillant dans nos domaines de compétence, nous aident dans l'accomplissement de nos tâches communes, que ce soit aux niveaux international, régional ou national.

La valeur d'une telle coopération, considérée par tous non seulement comme une nécessité, mais un impératif stratégique, constitue de plus en plus, une dimension essentielle de l'action de l'UNESCO. En effet, nous avons toujours œuvré afin d'approfondir nos relations avec la Communauté des ONG au fil des années, depuis la création même de l'Organisation il y a 60 ans.

C'est justement parce que nous célébrons les 60 ans de l'UNESCO cette année, que je me permets de souligner l'Article XI, alinéa 4 de la Constitution de notre Organisation qui se réfère à l'importance de la collaboration de l'UNESCO avec les organisations internationales non-gouvernementales qui oeuvrent dans ses champs de compétence.

Par ailleurs, cette ouverture de l'UNESCO vers les ONG se manifeste par son Comité sur les ONG dont le mandat vient d'être renforcé par la dernière session de la Conférence générale afin de favoriser de façon concrète, efficace et ciblée un partenariat soutenu avec toutes les ONG pertinentes ».

Il a aussi souligné l'importance grandissante de la société civile, rappelé l'importante contribution des ONG à l'élaboration des conventions, au suivi des grandes conférences : Genève, Tunis, et à l'organisation du Colloque sur le VIH en novembre 2004.

M. Sayyad a terminé son intervention en remerciant Mme Sauvage, pour son investissement, ainsi que les présidents des Commissions Programmatiques Mixtes (CPM) et des Groupes de travail.

1.2. M. Changfang Zhang, Président du Conseil Exécutif

M. Changfang Zhang, Président du Conseil Exécutif de l'UNESCO depuis la Conférence Générale 2005 a souhaité prendre la parole en présence des ONG. Dans son intervention il a notamment déclaré :

« Pour aborder les problèmes d'aujourd'hui, le rôle des ONG n'a jamais été aussi important que maintenant... L'UNESCO dans sa charte a toujours attaché une importance aux ONG. Elle est la seule institution onusienne à avoir une instance spécifique dans son organisation consacrée aux ONG... Le rapport qui sera présenté au printemps prochain mettra l'accent sur cette coopération »

1.3. M. Andras Lakatos, Président du Comité des ONG, du Conseil Exécutif

M. A. Lakatos a souhaité que l'UNESCO intensifie les liens avec toutes les organisations de la société civile, y compris les ONG professionnelles. Il a notamment déclaré :

"On behalf of the NGOs' Committee and of the Executive Board, I can assure you that we will seize every opportunity to pursue the ongoing dialogue with NGOs.

It's time now to extent and intensifies the engagement among Civil Society.

UNESCO must also adapt itself to be able to absorb and canalise the dynamic input of Civil Society. The fields of actions, as education, science, culture and communication are perhaps the sectors in which the role of expertise by professional NGOs is most pertinent."

1.4. Mme Françoise Sauvage, Présidente du Comité de liaison ONG-UNESCO

Mme Sauvage, après avoir remercié les ONG d'être venues nombreuses, et M. Sayyad pour sa présence, a déclaré :

« Au cours des deux années écoulées, quatre domaines ont particulièrement amené le Comité de Liaison à se manifester: Le Sommet mondial de l'information et des nouvelles technologies ; la préparation et l'adoption d'une convention sur la protection des contenus culturels et des expressions artistiques ; l'Education Pour Tous ; la Déclaration sur la bioéthique. Dans toutes ces manifestations les ONG, non sans mal, ont obtenu d'être écoutées, même si elles ont été plus rarement entendues. Il est bon que la voix des ONG reste plurielle dans ses expressions, ses nuances et ses appréciations, mais il est utile qu'aussi souvent que possible les ONG montrent également un front uni pour renforcer leur position et asseoir leur rôle de partenaires à part entière. Et c'est ce à quoi le Comité de liaison s'est attaché, en particulier au cours de la phase préparatoire à l'adoption de la Convention sur la diversité culturelle..

Dans ce monde de turbulences, les ONG ne sont jamais restées en dehors des questions et des défis que se pose le monde international : Nous voulons apporter notre pierre à l'édifice d'un monde meilleur, et par nos actions contribuer aux défis que constituent les objectifs du Millénaire, repris dans le Communiqué final du Sommet mondial des chefs d'Etats réunis à New York en septembre 2005. L'éducation, le respect des cultures, la promotion des valeurs, le développement durable et l'éradication de l'extrême pauvreté sont des axes prioritaires pour l'UNESCO, ils le sont également pour nous.

Dans son discours de ré-investiture en octobre dernier, le Directeur Général, M. Koïchiro Matsuura, rappelait les trois caractéristiques qui placent l'UNESCO dans une position unique pour aborder la complexité du futur. Je cite :

- *L'aptitude à l'intersectorialité ;*
- *L'aptitude à anticiper les événements et à s'y préparer ;*
- *L'aptitude à bâtir des partenariats multiples.*

C'est sur ce dernier point que je voudrais m'attarder quelques instants, M.Le Sous-Directeur général, M. le Président, car c'est un domaine dans lequel vous pouvez nous aider et parfois comprendre nos inquiétudes. Il arrive trop souvent que les ONG éprouvent une grande frustration face à une absence de dialogue : difficulté de communication ? Absence de confiance réciproque ? Ignorance de la part de l'UNESCO du travail sur le terrain effectué quotidiennement par certaines d'entre nous ?

Or, je pense que nous pourrions faire mieux et rendre plus efficace notre coopération. Ce souci d'améliorer les relations, de mieux faire connaître nos actions paraît être partagé par les membres du Comité sur les ONG du Conseil exécutif dont le Président nous fait le plaisir d'être parmi nous. Améliorer la prise en compte du travail des ONG, renforcer les relations avec l'Organisation dans son ensemble, au Siège et hors Siège pourrait être une des tâches du prochain Comité de Liaison : quel futur pour les ONG en relations officielles et opérationnelles auprès de l'UNESCO ?

Cela est d'autant plus nécessaire que le moment est venu de préparer le rapport sexennal qui sera présenté au Conseil exécutif en 2006. Ce rapport traite à la fois de cas particuliers, chaque ONG étant soumise individuellement à ce contrôle, mais il porte également sur la coopération collective et le rôle de la représentation des ONG auprès de l'UNESCO.

La société civile, dans son expression la plus large, ne peut se substituer au rôle irremplaçable des ONG, c'est-à-dire, d'organisations qui ne sont ni gouvernementales au sens national du terme, ni constituées d'Etats comme les Organisations internationales, ni à but lucratif comme les entreprises. Cette situation leur donne à la fois une grande indépendance mais comporte également des faiblesses dans la mesure où elles restent tributaires financièrement des aides qu'elles peuvent obtenir en échange de services qu'elles rendent et dont la société ne peut plus se passer.

Le Programme de participation passe par les Commissions nationales, il est urgent que les branches nationales et régionales de nos Organisations prennent plus facilement le chemin des Commissions Nationales comme des Bureaux hors siège dont le rôle ne fait que croître en raison de la politique de décentralisation mise en œuvre depuis 4 ans.

Après quelques interventions de l'assistance, en écho à celle de la Présidente, il a été procédé à l'adoption de l'ordre du jour, à la constitution du comité des élections, à la mise en place de la commission de la résolution et à l'élection de la Vice-présidence de la conférence en la personne de Mme Eva Egron Pollack.

Puis la parole a été donnée successivement au Secrétaire Général et au Trésorier du Comité de Liaison

Rapport d'activités : Claude Vercoutère,

Après avoir rappelé la composition du Comité de Liaison sortant, M. Vercoutère a précisé la mission assignée à ce comité en ces termes :

« Ce Comité de Liaison s'est réuni 11 fois au cours de cette période, 5 fois en 2004, et 6 en 2005. Sa mission était clairement définie par la résolution adoptée le 19 décembre 2003 par la Conférence Internationale des ONG, qui avait reconduit 5 commissions programmatiques mixtes et 2 groupes de travail :

- CPM Science et éthique ;
- CPM Education pour le développement durable en milieu urbain ;
- CPM Dialogue entre les cultures pour la paix ;
- CPM Elimination de la pauvreté et particulièrement de l'extrême pauvreté ;
- CPM Communication et nouvelles technologies;
- Groupe Décennie Internationale d'une culture de la non violence et de la paix au profit des enfants du monde ;
- Groupe Education pour tous et alphabétisation.

Elle recommandait en outre la création d'une Commission programmatique mixte ONG-UNESCO « Droits de l'Homme » et d'un « Groupe de suivi jeune » mis en place dès le mois de mai 2004 et qui s'est réuni 8 fois.

Le démarrage du groupe Droits de l'Homme, prélude de la création d'une CPM qui, par définition, est mixte, ONG et UNESCO, a été plus tardif. Nous souhaitons en effet que cette initiative soit portée par les grandes ONG qui agissent dans ce domaine, ce qui malheureusement, n'a pas été le cas. Toutefois, le nombre de participants et le lancement des premiers travaux, nous incitent à l'optimisme pour les deux prochaines années. »

M. Vercoutère a souligné l'ampleur et la qualité des réflexions engagées par les CPM et les groupes. Les CPM par définition sont les ponts qui relient les ONG aux travaux de l'UNESCO. Leurs réunions sont suivies par un nombre important de représentant d'ONG qui y apporte leur contribution.

Puis il a salué la qualité des relations avec les différents secteurs de l'Unesco:

« Comme le Comité de liaison précédent, nous avons maintenu et entretenu d'excellentes relations avec le Directeur général qui a reçu le Comité de liaison et deux fois la Présidente et le Secrétaire général. Au cours de ces entretiens nous avons présenté nos travaux ainsi que nos projets, en insistant sur le travail de terrain accompli par la plupart des ONG. A chaque fois le Directeur général a reconnu l'importance des ONG et de la Société Civile dans son ensemble pour la mise en œuvre des projets et des programmes de l'UNESCO en nous assurant de son soutien.

Je voudrais aussi insister sur la qualité de la coopération et le soutien effectif apportés par le bureau des ONG et M. Abtahi. Ce soutien a toujours été sans faille et je tiens à les en remercier sans oublier M. Sayyad, Sous-Directeur général que je remercie au nom de nous tous pour sa vision de la coopération avec les ONG ».

Puis M. Vercoutère a fait un point sur les contributions du comité à divers dossiers et manifestations:

- Coordination des contributions des ONG à la rédaction de la convention sur la diversité culturelle
- Participation exemplaire des ONG aux conférences préparatoires à la rédaction de cette convention
- Interventions diverses à la Conférence générale et au conseil exécutif
- Renforcement des liens avec les commissions nationales
- Manifestations du 60^e anniversaire de l'UNESCO : Rappel de la semaine (23-25 avril 2006) consacrée à la société civile.
- Le Sommet de Tunis et le rapport de l'UNESCO sur la société du savoir.

M. Vercoutère a souligné l'insuffisance des moyens financiers du Comité de Liaison.

M. André Jeaglé a complété ce rapport en présentant le nouveau Site Web du Comité: Il a insisté sur l'importance de développer la communication à travers cet outil et a demandé à chaque ONG de visiter ce site régulièrement. Mmes Martine Levy et Yseult Kaplan ont également traité ce sujet délicat de la communication en présentant une feuille d'information sur le Comité qui est à la disposition des ONG et en présentant quelques pistes à suivre pour mieux appréhender le monde des ONG et assurer une meilleure communication.

Rapport financier : Noël Murati,

Celui-ci a d'abord montré la nette progression des cotisations au cours des 4 dernières années (6600 euros en 2002, 8900 euros en 2003, 7100 en 2004 et 12000 euros en 2005) et un bilan positif. Le complément de recettes provient de la subvention de l'UNESCO que nous remercions pour ce soutien. Le poste principal de dépenses en 2004 et 2005, concerne la prise en charge du site internet.

Les débats qui ont suivi la présentation de ces deux rapports ont permis à plusieurs personnes de s'exprimer sur les besoins du Comité, en particulier dans le domaine de la communication.

2. **Table ronde : Education au service du Développement durable, promouvoir les valeurs**

Modérateur: Monique Fouilhoux, Internationale de l'Education, ancienne présidente du Comité de liaison
La table ronde était composée de :

Mme Mary-Joy Pigozzi, Directrice, Division de la Promotion d'une éducation de qualité, Secteur de l'Education, UNESCO

M. Albert Jacquard, Généticien

Mlle Tana Wuliji, Association Internationale des Etudiants en Pharmacie

Pour introduire cette table ronde, Mme Monique Fouilhoux a notamment déclaré :

« Les ONG et la collectivité des ONG de l'UNESCO, ont été très actives depuis de nombreuses années sur la question du développement durable, en particulier lors du dernier sommet à Johannesburg, au côté de l'UNESCO et du gouvernement sud africain où nous avons contribué à l'organisation d'un événement parallèle de deux jours. Nous avons plaidé pour que les Nations Unies décident de faire de l'UNESCO l'agence pilote pour la promotion de la décennie. Si nous voulons léguer à nos enfants une planète viable, il est temps de décréter l'état d'urgence, et décider en particulier que les intérêts collectifs doivent l'emporter sur les intérêts particuliers. Il est temps que les ONG aient un rôle primordial dans ce domaine ».

Dans son intervention, Mme **Mary-Joy Pigozzi**, après avoir rappelé le rôle important joué par les ONG, a insisté sur la question des valeurs à la fois éthiques et idéologiques en particulier la notion de respect, respect des autres, respect de la dignité, et des générations futures ; et pour cela, elle nous a invité à rêver et à imaginer un monde dans lequel:

95% de la population aurait accès à un niveau correct de vie.

Le développement de la science permettrait une réelle réduction des nuisances et une amélioration générale de la qualité de vie

La guerre serait une vieille histoire

Les politiques gouvernementales et les institutions assureraient égalité de traitement, reconnaissance des diversités culturelles et la paix dans le monde

La globalisation serait humanisée, et assurerait du travail à chacun.

La décennie invite à participer au développement des capacités par l'éducation ainsi qu'à la promotion de valeurs à tous les niveaux de l'éducation et sous toutes ses formes.

Si nous voulons établir un précédent, notre message doit être cohérent : Cette décade porte sur la renaissance de valeurs qui ne sera possible qu'à travers un changement de comportement de la part de chaque individu. Comme l'a parfaitement dit Gandhi : « Nous devons tous être le changement que nous désirons voir dans le monde ».

Les valeurs éthiques permettent de distinguer entre le bien et le mal, entre le moral et l'immoral, entre le juste et l'injuste, tandis que les valeurs idéologiques traitent généralement de sujets liés à la vie politique, économique, religieuse et sociale des sociétés. Dans ce contexte, l'éducation au développement durable nous oblige à nous battre, tous ensemble, à travers des systèmes de valeurs différents, mais avec le même objectif : transformer le concept de développement durable en réalité, à travers nos actions collectives comme individuelles.

Quant au Professeur **Albert Jacquard**, Généticien, il nous a invité à partager la lucidité de Paul Valéry qui a écrit en 1945 « **Le temps du monde fini commence** ». *L'opposition du verbe finir et du verbe commencer prouve bien qu'il ne s'agit pas de la fin dans le temps, mais dans l'espace, et dans les ressources. Ce monde est fini. Et tout doit être repensé. Car dans notre culture, nous avons admis que la terre était inépuisable et nous avons commis n'importe quoi, maintenant ce n'est plus possible. Il nous faut raisonner autrement avec une planète qui est limitée:*

Peuplée de 6 milliards, bientôt 9 milliards (la population a été multipliée par 4 depuis le début du XX e siècle, et par 30 depuis Jésus Christ), la terre ne peut faire vivre ces habitants de la manière dont on vivait à 1 ou à 2 milliards.

Nous sommes capables, pour les choses les plus essentielles, de prendre notre destinée en main. La nature, seule, ne peut pas. Pour concrétiser ce rêve, construire le monde humain il faut repenser l'éducation et le rôle de l'école, car finalement en chaque être humain il y a deux objets : Il y a un individu fait par la Nature, et puis cet objet, unique, est capable d'une métamorphose, et devient un sujet. Il ne peut se réaliser que parce qu'il rencontre les autres. Arthur Rimbaud disait : « je est un autre ». Pour devenir moi, il faut rencontrer les autres ; il faut comprendre cette nécessité, et remplacer la compétition par l'émulation. C'est le regard sur l'autre qui me permet de m'améliorer.

Parmi les propos choc du professeur Jacquard, nous pouvons retenir :

Tout doit être repensé dans la vie des hommes car il n'est plus possible de regarder la terre comme inépuisable dans ses ressources. Il nous faut raisonner autrement avec une planète qui est limitée.

- Il faut avoir des utopies réalisables
- L'UNESCO doit être le ministère planétaire de l'éducation.
- L'école doit enseigner l'art de la rencontre
- Nous sommes des drogués de la croissance. Il faut apprendre à partager
- Il faut parvenir à un mode de développement qui ne coûte rien à la terre.
- Toute richesse non renouvelable appartient aux générations futures
- Il faut remplacer la compétition par l'émulation et modifier le regard des hommes les uns vis-à-vis des autres

Melle **Tana Wuliji**, de la Fédération Internationale d'Étudiants en Pharmacie, a insisté sur la fuite des cerveaux qui empêche le développement durable, le choix de métiers autres que ceux pour lesquels les étudiants ont été formés, la tentation d'une vie internationale à une vie dans le seul pays d'origine. Elle a souligné le peu d'études existantes sur la migration des étudiants. Elle a présenté le projet d'un questionnaire sur cette question, proposé à 22 pays, sélectionnés à travers le monde développé ou en développement. Son objectif est d'utiliser les données qui en sortiront pour identifier les facteurs éducatifs et professionnels qui bloquent le développement.

L'échange qui a suivi a été très fructueux et a porté essentiellement sur les points suivants :

L'éducation doit être réorientée à tous les niveaux, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, et sous tous ces aspects, en particulier en associant l'éducation non formelle.

Les ONG ont un rôle particulier à jouer, celui d'être des groupes de pression, apportant des solutions à des problèmes concrets tandis que l'UNESCO reste une arène de discussion.

Pour la première fois, une Décade comporte le même intérêt pour le Nord comme pour le Sud, et soulève la question de l'interdépendance et celle du consensus autour des valeurs. Passer d'un monde où le moteur est la compétition à un monde où ce serait l'émulation est un changement radical (M.Jacquard).

L'égalité entre les sexes en matière d'éducation est un élément clé du développement durable qui ne pourra se faire qu'en intégrant la qualité dans l'éducation.

Enfin, le risque de la marchandisation de l'éducation a été souligné, en particulier au niveau de l'enseignement supérieur.

Coordonnateur de la Décade, l'UNESCO doit s'attacher à développer des partenariats et à promouvoir des secteurs privilégiés tels que l'éducation à l'eau, à la diversité culturelle, la communication et l'éducation au media.

Jeudi 15 décembre 2005 (Salles VI, VII, XI)

La matinée du jeudi a été consacrée à des travaux en ateliers, autour de 3 thématiques, dont le point était :
L'Éducation au service du développement durable, promouvoir les valeurs

Atelier I : Rôle des Médias

Président : **Antoine Zontag**, Caritas Internationalis

Rapporteur : **Catherine Deremble**, Office International de l'Enseignement Catholique :

Cet atelier était organisé en 2 parties : Première partie : Les Médias comme outil d'éducation ; Deuxième partie : La formation à l'image des médias

Plusieurs intervenants étaient sollicités.

Divina Fraw Meigs, Association Internationale d'Etudes et de recherches en Information-Communication

Meriem Kaf, Ligue démocratique pour les droits de la femme

Daniel Van Espen, (Signis)

Janne Poort-van Eeden (IFOR)

Jean-Pierre Chaussade, (Pax Christi)

Réjane Ereau, (Respect Magazine)

Brigitte Chevalier, (CMRP)

Michelle Beg, (YMCA)

Le développement durable se présente comme un projet entre les hommes. Quatre piliers soutiennent le développement durable : le pilier économique, environnemental, social et politique. Les médias sont un support important de diffusion. Notre atelier s'est interrogé sur la question de définir quel rôle jouent les médias. Les médias contribuent à la construction de la réalité en portant les termes et les catégories dans lesquelles sont représentées les acteurs et les aptitudes du développement durable. Les médias donnent une existence visible à ceux qui oeuvrent en faveur du développement durable. D'autre part, les médias mettent une partie de leur plage horaire à la disposition de ceux qui souhaitent s'exprimer (tribunes, billets d'humeur,...). Les médias peuvent également jouer le rôle de banque de débats. Les médias portent un jugement sur l'image qu'ils véhiculent, moins les médias portent de jugement, moins il est neutre. Les médias représentent des outils capables de faire ou non le débat. Faire l'agenda est une stratégie indirecte au service du développement durable. Les médias doivent rendre compte de la résolution des conflits d'intérêt.

Par les problèmes qu'il pose et les solutions qu'il propose, le développement durable contribue à rappeler aux médias un des éléments clés de la philosophie politique moderne : l'intérêt général. Notre atelier a été composé de deux volets, -la fonction des médias : les médias véhiculent la catastrophe, négligent des sujets comme la famille, au profit de sujets économiques et politiques. Les médias simplifient et caricaturent très souvent. Aussi est-il utile d'identifier les journaux et journalistes aptes à parler du développement durable. Il faut garantir la contribution des médias par le débat : l'opinion doit être construite par des partenaires. Il importe de donner aux médias un cadre de référence pour que les journalistes trouvent leurs appuis et que le développement durable cesse d'être un terme sans corps ni âme.

Atelier II : Education en milieu urbain : promouvoir les valeurs

Présidente : **Cynthia Ghorra-Gobin**, Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités

Rapporteur : **Mireille Ksentine**, Fédération Internationale des Femmes de carrières juridiques

Trois intervenants étaient sollicités :

German Solinis, UNESCO, Spécialiste du programme, section développement urbain
Division de la Recherche et des Politiques en Sciences Sociales

Christine Dagain, Soroptimist International

Fulgence Koné, Office Internationale d'Enseignement Catholique, membre du C L

Le développement durable est un objectif que les sociétés actuelles se donnent pour poursuivre leur développement. Comme c'est un objectif à atteindre, nous devons nous y préparer, et c'est pourquoi l'éducation est une priorité. Par éducation, on entend aussi bien éducation formelle qu'informelle et continue, qu'on reçoit dans le cadre associatif et tout au long de sa vie. Nous avons concentré nos réflexions dans le milieu urbain, car

la ville est reconnue comme un moteur du développement rural, comme le confirme la conférence organisée par UN Habitat en 2004. Elle repose sur trois piliers : l'économie, le social et le culturel, et l'environnemental. Il faut concilier ces trois impératifs dans un arbitrage qui se fait dans un cadre politique. Le développement durable est pour beaucoup des normes, mais dans le cadre d'une commission programmatique mixte, on a décidé d'englober également les valeurs, soit le respect des individus. La séance de travail a débuté par les interventions de trois personnes. Madame Daguin, représentante de Soroptimist, a développé la thématique du bruit sonore. Il représente une des nuisances majeures. Le bruit est un problème de société qui s'accroît d'année en année. Le bruit est vécu comme une intrusion chez chacun. Les moyens de lutte ne cessent de s'améliorer, de manière juridique notamment. Cette nuisance entraîne la violence, la baisse de la solidarité. Par les campagnes d'éducation auprès des jeunes, l'oreille doit rester un outil de la connaissance. Monsieur Solinis, a commencé par expliciter le mot atelier. Le mot atelier vient des artisans qui travaillent en commun sur un même travail. Cette nouvelle époque depuis 1980 est moins une mondialisation qu'une globalisation des échanges économiques. Que peuvent faire les ONG ? Surtout un travail d'éducation. Il est mis en question des pratiques habituelles (habitudes de consommation), nécessité d'une nouvelle éthique de solidarité, pour assurer la cohésion sociale autrement que par la violence. M. Koné de l'Enseignement Catholique a dit qu'il est important de vivre ensemble en milieu urbain. L'UNESCO a adopté le 2 novembre 2005 une convention sur la diversité culturelle. Dans les mesures à prendre, il convient de multiplier les espaces d'expression des différentes cultures. Je vous invite à questionner M. Koné. Après les exposés, sont intervenues des organisations, le Mouvement Mondial des Mères, la Fédération Internationale des Femmes Diplômés des Universités, Fondation pour l'UNESCO-Education pour les Enfants en Détresse, Soroptimist, l'Association Internationale des Charités, Coordinate Committee for International Civil Service. Il en est sorti que l'empreinte écologique montre une diversité et qu'on doit faire évoluer nos modes de vie. Les expériences de terrain sur le micro sont indispensables pour les études sur le général. Souci de la diversité culturelle, l'école doit devenir un outil de la connaissance, de l'inter culturalité. Madame Bernheim Présidente de la Commission Programmatique a souligné la nécessité pour les ONG de se soutenir. En conclusion, la Présidente a souligné deux points. Nous avons témoigné de notre engagement envers le développement durable. Cet engagement repose sur la prise de conscience de la diversité culturelle. Le développement durable c'est l'empowerment de la société civile pour une meilleure représentation politique à l'échelle micro et à l'échelle macro.

Atelier III : Les Femmes, actrices du changement

Président : **Sayeeda Rahman**, UNESCO, Division Education de base, Spécialiste du programme
Modérateur : **Paola Léconcini-Bartoli**, UNESCO, Chef d'unité Coordination et Evaluation, Secteur de la culture
Rapporteur : **Janine Marin**, Présidente CPM

Trois intervenants étaient sollicités.

Claudia Rovelo-Gonzalez, Alternativa Solidaria, Chiapas Mexique Intervenants
Rabodonavalona Rakotosihanaka, Présidente Fondatrice « Femmes Artisanes de Madagascar »
Ahmmmed Mostaq, PlaNet Finance

L'atelier a donc pu se demander dans quelles mesures l'éducation et la formation avec le micro financement peuvent rendre les femmes actrices du développement durable et de la promotion de valeurs universelles. Trois organisations spécialisées ont été intervenantes. Cinq ONG, tous membres de la commission de lutte contre la pauvreté ont illustré le thème par un exemple. Nous avons tous les continents représentés, le tandem éducation/formation apparaît comme un nouvel enjeu. Le micro financement donne du souffle aux productions sur le marché du village. Il permet une nutrition de qualité, et une durabilité du développement. Associer les universitaires, les nouvelles technologies de communication pourrait être un nouveau moyen pour évoluer. Mais pour atteindre les plus pauvres des femmes, le rôle des ONG est fondamental sur le terrain. Les femmes formées apparaissent comme de véritables moteurs du changement. Dans la vision qu'elles ont d'elles mêmes, de la confiance en elles même. Grâce à leur créativité, elles créent du patrimoine commun qu'elles pourront léguer. Il faut aider les femmes à réaliser leurs rêves. Au niveau de leur vie quotidienne, il faut pouvoir nourrir les enfants et assurer leur éducation, au niveau de la communauté, elles sont capables de raisonnements. Une femme reconnue ose enlever son voile. En troisième lieu, on a pensé qu'il fallait aussi dégager la nécessité d'aller vers la gouvernance. Agriculture et artisanat de qualité favorisent la promotion d'un développement qui se soutient lui-même. Une gouvernance partant du local pour aller au national. L'atelier est persuadé que la gouvernance d'en haut ne peut réussir si la démocratie ne vient pas d'en bas. La promotion de valeurs comme respect, tolérance,

responsabilité doit accompagner les programmes d'éducation et de formation. L'atelier a abouti à une série de recommandations vis-à-vis de l'UNESCO ou des autres agences ou des ONG. Faire prendre conscience de l'intérêt de traiter la pauvreté. Eviter la stigmatisation en veillant à l'application des textes dogmatiques adoptés par l'UNESCO. Former au nouveau concept éducation/formation, associé au micro financement, pour parvenir au succès. Vis-à-vis du Comité de liaison, nous avons pensé que les femmes diplômées pourraient se mettre au service des femmes rurales. Car la situation des femmes diplômées au chômage et des femmes rurales sans activité est la même. Il faudrait aussi sensibiliser les banques au micro financement, qui permet une telle évolution vers le développement durable. Mettre en commun les savoirs communs tout en intégrant des savoirs nouveaux. Et promouvoir la formation de formateurs qui permet de démultiplier cette évolution. Enfin promouvoir, à partir des textes de l'UNESCO, les droits des femmes, et en particulier, en ce qui concerne, le droit à l'héritage, et le droit à la propriété. Il faut faire comprendre aux femmes qu'elles sont un important vecteur d'information, notamment sur les maladies. A partir du groupe de concept, faire en sorte qu'il existe une formation du tandem éducation/formation et nouveaux financements. Je suis très satisfaite de cet atelier. On a pu montrer l'importance de ce nouveau concept basé sur les valeurs qui sont partagées par tous les acteurs. Je remercie les intervenants pour nous avoir donné une vision du Sud par le Sud. Et nos recommandations partent réellement du terrain.

Table ronde 2 : ONG-UNESCO : 60 ans de coopération : Bilan et perspectives

Modérateur **Françoise Sauvage**, Présidente du Comité de liaison

Avec la participation de :

- ❑ **Mme Françoise Rivière**, Sous-Directrice générale, UNESCO, Cabinet du Directeur général, chargée de la Coordination du 60^e anniversaire.
- ❑ **Mme Odile Moreau**, Fédération Internationale des Universités Catholiques, Ancienne Présidente du Comité Permanent
- ❑ **M. Rao Chelikani**, Président, International Foundation for Human Development, Ancien Président du Comité Permanent des ONG
- ❑ **M. Tony Hill**, Coordinateur, Service de liaison Nations-Unies/ONG
- ❑ **M. Zobel Behalal**, MIEC, Groupe Jeunes

Pour introduire la table ronde, Mme Sauvage a notamment déclaré : *« Comme vous le savez, nous avons souhaité célébrer avec vous les 60 ans non seulement de l'UNESCO mais les 60 ans de coopération de l'UNESCO avec les ONG, puisque depuis sa création, les ONG ont toujours été présentes auprès de l'UNESCO, et d'ailleurs, comme je vous l'ai indiqué dans le petit texte que vous avez peut être encore sous les yeux, cette relation est inscrite dans l'acte constitutif de l'UNESCO. Nous avons souhaité par conséquent que cette table ronde soit un témoignage à la fois du passé mais surtout une réflexion sur l'avenir. »*

Rao Chelikani, qui a laissé un grand souvenir parmi les « anciens », a ouvert ainsi le débat : un partenariat fait intervenir, par définition, au moins deux parties. Les ONG ont du faire un travail important pour se positionner de manière indépendante mais constructive vis à vis l'UNESCO.

Il a notamment déclaré : *« Comme nous avons l'habitude de le rappeler très souvent, c'est l'UNESCO qui a été la première institution à institutionnaliser les relations entre cette organisation et les ONG. Depuis, nous avons beaucoup renforcé l'intensité des relations. Maintenant, comme vous l'avez appris, il y a deux ans, du groupe d'experts et de personnalités de l'ONU venu discuter avec vous, il se trouve que l'organisation intergouvernementale du système des Nations Unies a acquis une certaine avance en ce domaine. »*

Mme Sauvage a ensuite donné la parole à Mme Odile Moreau qui a donné quelques pistes de travail, telles que l'évaluation du travail dans les commissions mixtes, et le rapprochement avec les Commissions nationales. Dans son intervention Mme Moreau a rappelé son ancienneté auprès de l'Organisation où elle est venue pour la première fois en 1965, et le temps où le bureau des ONG se trouvait à Fontenoy, facilitant les contacts réguliers avec les fonctionnaires. En tant que présidente, elle s'est battue en vain contre le transfert à Miollis. La parole a été ensuite donnée à M. Zobel qui a dit en substance :

« lorsqu'on recherche des fonds pour des actions, on s'intéresse à la jeunesse, on s'intéresse aux femmes, on s'intéresse aux populations qui sont très pauvres, et on se rend compte que ces intérêts sont proclamés dans les discours mais une fois le soutien obtenu, on ne passe pas à l'action. Alors il est grand temps qu'on dépasse le discours, parce que les solutions existent mais il manque à l'UNESCO et au système des Nations Unies en général la mise en œuvre des discours. Demandez aux chefs de gouvernements qui ont pris des engagements

concrets : qu'en ont-ils fait ? Les solutions sont là, il faut simplement passer à l'action. Il faut non seulement donner la parole aux jeunes mais aussi les écouter. L'autre chose c'est que nous, les organisations de jeunesse, nous devons nous investir dans le monitoring de nos actions parce que nous exécutons un ensemble de programmes aussi bien international, national que local, mais très souvent ces actions ne sont pas valorisées car elles ne sont pas documentées. Il faut davantage investir dans ce domaine, pour valoriser ce qui est fait sur le terrain. Et cela passe par une plus grande communication entre les organisations de jeunesse, et il faut une plate-forme où celles-ci peuvent se retrouver et parler de leurs priorités. D'où la nécessité d'avoir une structure comme la Commission Programmatique Mixte, prenant en compte les points de vue et les ambitions spécifiques des jeunes. »

La parole fut ensuite donnée à M. Tony Hill, Coordinateur, Service de liaison Nations-Unies/ONG qui a développé les grandes étapes de coopération avec les ONG depuis la création des Nations Unies et des agences spécialisées. Il a relevé trois générations de relations :

- ❑ De la fondation de ces Organisations Internationales jusqu'en 1989, fin de la guerre froide: des relations formelles, sans réel engagement entre les ONG et les Etats membres de ces Organisations.
- ❑ Après la chute du mur de Berlin les choses ont changé : Parallèlement aux grandes Conférences et Sommets organisés par les Nations Unies, les ONG se sont mobilisées et ont tenu des rencontres qui ont eu un fort impact sur la manifestation officielle. Ainsi en a-t-il été :
 - Lors du Sommet de Rio en 1992 avec 30 000 ONG ;
 - Lors de la conférence de Beijing en 1995 ;
 A partir de ce moment, il y a eu une véritable interaction entre les Nations Unies et la Société civile. Celle-ci a posé sur les problèmes d'ordre mondial un regard que ne posaient ni les partis politiques ni les organisations politiques au plan national, en particulier concernant les droits des femmes ou les questions liées à l'environnement. Par ailleurs cette coopération s'est déroulée également sur un plan opérationnel, en particulier dans les domaines humanitaires et d'urgence. Ainsi 2/3 du budget de l'UNHCR va aux ONG. 90% des projets de développement financés par la Banque Mondiale le sont à travers des ONG. De plus en plus d'ONG s'engagent dans un travail de lobbying auprès des Etats, des décideurs de toute catégorie, afin d'influencer les décisions au plus haut niveau. Parallèlement, l'ensemble de la société civile développait avec les Nations Unies des formes de coopération concrète et directe.
- ❑ D'où la troisième étape, celle actuellement en cours, qui prend en compte le rapport présenté en juin 2004 au Secrétaire général Koffi Annan par le Groupe de réflexion de haut niveau, appelé «Comité Cardoso ». Ce rapport commençait par rappeler la nécessité d'établir des relations en vue de les rendre profitables pour les deux parties et pour cela montrait la nécessité que les Nations Unies changent leur manière d'opérer. Il est certain que tout ce processus touche également l'UNESCO.
 - La première condition suppose que l'Organisation se projette d'avantage vers l'extérieur et facilite certaines réalisations par des partenaires plus opérationnels qu'elle-même.
 - Que cette même Organisation accepte la pluralité des acteurs autour d'un même objectif.
 - Que la relation entre le global et le local soit mieux prise en compte et que la voix des pays en développement à travers leur représentation civile soit mieux entendue. Quelque soient les problèmes que soulève l'usage des Nouvelles technologies en raison d'une méfiance généralisée, il faut accepter que ce soit le futur des relations avec la société civile.
 - Que soient renforcées la démocratie et la gouvernance mondiale

Quel Suivi de ce rapport ?

- ❑ Du dire au faire, le fossé se réduit
- ❑ Peu de suivi en réalité : une réunion à NY avec 200 Etats membres présents pour écouter les ONG.
- ❑ La réunion de l'ECOSOC en juillet prochain à Genève prévoit une large participation des ONG
- ❑ La présence ONU regroupée par pays avec des points focaux
- ❑ La réforme des Nations Unies : de la commission au conseil des droits de l'homme.
- ❑ Un défi pour l'avenir : maintenir sa performance avec l'évolution rapide du monde, malgré l'opposition de certains gouvernements ; les ONG doivent clairement définir leur contribution aux Nations Unies.
- ❑ Exemple de l'alliance ONG/UN sur les mines antipersonnel.

Ce fut enfin Mme Françoise Rivière, qui pour sa part s'est félicitée de la franchise des interventions. Elle a rappelé qu'à l'origine de l'UNESCO, la France avait proposé un système tripartite : UNESCO-Etats-ONG. Ceci n'a pas été retenu et on a assisté au contraire à une montée en force du gouvernemental. Pour rétablir un certain équilibre et donner de la fluidité à son action et de la réactivité à ses programmes, l'UNESCO a créé des fédérations d'ONG, très souvent subventionnées pour faciliter leurs travaux. Par ailleurs, l'UNESCO a réussi à donner leur place aux ONG lors des Sommets et Conférences internationales, évitant ainsi les contre – sommets.

Les nouvelles directives de 1995 ont créé des moments de tensions dans les relations UNESCO/ONG, au moment de leur mise en place, mais ces périodes difficiles sont le reflet des confrontations normales lorsqu'il s'agit de faire évoluer les situations au sein d'un groupe.

Pour l'avenir, on peut souhaiter :

Une plateforme de dialogue permanent entre la société civile et les Organisations intergouvernementales où les ONG apprendraient également à dialoguer avec de nouveaux acteurs. Appréhender la société civile comme multiple dans ses représentations semble être une voie d'avenir.

Une plus grande autonomie financière des ONG et le maintien de leur spécificité.

Un réel impact du travail des CPM dans les secteurs :

Des relations plus suivies entre le Secrétariat et les ONG

Un mécanisme de consultation des ONG nationales et des branches locales des ONG internationales pour tenir compte de l'évolution de la stratégie de décentralisation.

Le prochain rapport sexennal doit être l'occasion de formuler des recommandations pour l'avenir.

Enfin, Mme Rivière a annoncé le lancement des travaux sur l'Histoire de l'UNESCO : L'UNESCO vue de la périphérie.

La proclamation des résultats des élections a eu lieu en fin de journée: 330 électeurs inscrits ; 14 votes par correspondance. Suffrages exprimés : 80 en faveur des ONG en relations formelles ; 85 pour les ONG en relations opérationnelles.

Ont été élus :

Comité de Coordination du Service Volontaire International – Formelle d'Association: 64 voix

Nigel Watt

Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines – Formelle d'Association: 60 voix

Jean-Luc De Paepe

Internationale de l'Education – Formelle d'Association: 55 voix

Monique Fouilhoux

Office international de l'Enseignement Catholique – Formelle de Consultation: 53 voix

M. Fulgence KONE

Conseil International des Archives – Formelle d'Association: 44 voix

J.N.T. van Albada

Traditions pour Demain – Formelle de Consultation : 44 voix

Diego Gradis

Rotary International – Opérationnelle : 35 voix

Bernard Dervaux

Pax Romana – Opérationnelle: 31 voix

Zobel Behalal

Soroptimist International – Opérationnelle : 26 voix

Mme Yseult KAPLAN

La Présidence

Fédération Internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU) – Formelle de Consultation: 83

Françoise Sauvage

Vendredi 16 décembre 2005 (Salle XI)

1. Présentation et discussion des rapports des ateliers

Les rapports reproduits in extenso dans les pages précédentes ont donné lieu à quelques interventions :

- Atelier I : les intervenants ont insisté sur l'importance des medias en matière éducative, d'où la nécessité pour les ONG de développer des stratégies de communication afin de rester de manière permanente en contact avec les media.
- Atelier II : Il est nécessaire d'apprécier la diversité culturelle autour des mêmes valeurs. Pour mieux vivre en milieu urbain, il faut mettre en place des lieux de rencontre. L'école joue un rôle, mais vivre ensemble se pose à tous les niveaux, à tout âge. Il ne faut pas non plus oublier le vivre ensemble dans les milieux ruraux.
- Atelier III : L'estime de soi pourrait aider la promotion des femmes. Les taux d'intérêt des micro-crédits sont souvent très élevés, et pourtant les femmes sont prêtes à les accepter car c'est leur seul moyen de mettre en place des projets économiques. L'indignation sur ce point vient bien souvent de femmes des pays du Nord. Il faudrait savoir ce que pensent les femmes du Sud.

2. Discussion et adoption de la [résolution générale et des recommandations](#) en annexe

3. Session de Clôture

Après les félicitations d'usage concernant la qualité des débats, aboutissement naturel de deux années de travail soutenu, **M. Ahmed Sayyad** a souligné le nombre important d'ONG présentes, gage de succès, la présence du nouveau Président du Conseil exécutif ainsi que du Président du Comité des ONG démontrant ainsi les liens étroits qui unissent les ONG avec l'UNESCO.

Le prochain rapport sexennal, portant sur la période 2001-2006, établira un bilan objectif et critique de cette coopération. M.Sayyad a assuré la Présidente que le Comité de Liaison serait étroitement associé à la conceptualisation et à l'élaboration de ce rapport. Il est important que tout soit entrepris pour que soit préservée la situation privilégiée qu'occupent les ONG au sein de l'Organisation.

M. Sayyad a conclu en remerciant l'équipe sortante du Comité, en adressant ses félicitations aux ONG élues et réélues, ainsi qu'à la Présidente sortante pour sa réélection.

La Présidente a conclu la Conférence en soulignant son émotion de quitter une équipe avec laquelle elle a aimé travailler pendant ces deux dernières années. Elle a remercié la section des ONG, en particulier M. Abtahi, pour le soutien et la confiance qu'elle lui a témoigné, et la secrétaire, Fatou Diallo Diaby pour son dévouement et la qualité de son travail.